Budget économique prévisionnel 2016

Conférence de presse de

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami

Haut Commissaire au Plan

Casablanca, le 27 Janvier 2016

Situation de l’économie nationale en 2015

Et ses perspectives en 2016

* Hausse de la croissance économique à 4,4% en 2015 et son ralentissement à 1,3% en 2016 ;
* Progression remarquable de la valeur ajoutée du secteur primaire de 14,1% en 2015 et son repli de 10,2% en 2016 ;
* Faible croissance des activités non agricoles de 1,7% en 2015 et de 2,2% en 2016 ;
* Hausse maitrisée de l’inflation, appréhendée par le prix implicite du PIB, passant de 0,2% en 2014 à 1,5% en 2015 et à 1,9% en 2016 ;
* Taux d’investissement en 2015 et 2016 en deçà de 30% du PIB;
* Croissance modérée de la demande intérieure de 2,2% en 2015 et 1,7% en 2016 ;
* Allégement remarquable du déficit courant des échanges extérieurs, passant de 5,8% du PIB en 2014 à 2,3% en 2015 et à 2,5% en 2016 ;
* Taux d’endettement public global en hausse, passant de 78,2% en 2014 à 80,4% du PIB en 2015 et à 82,5% en 2016. Celui du Trésor passerait de 63,4% du PIB en 2014 à 64,2% en 2015 et à 65% en 2016.

 Le budget économique prévisionnel 2016 présente une révision du budget économique exploratoire 2016 publié au mois de juin 2015. Il s’agit d’une nouvelle estimation de la croissance de l’économie nationale en 2015 et de la révision des perspectives économiques de 2016 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques internes et externes et sur le financement de l’économie.

 Ces nouvelles perspectives prennent en compte les dispositions de la loi de finances 2016, les résultats des comptes nationaux et des enquêtes et études réalisées par le Haut-commissariat au Plan au niveau trimestriel ainsi que les données monétaires et financières fournies par le Ministère de l’Economie et des Finances et Bank Al-Maghrib.

Ces perspectives se basent, par ailleurs, sur l’hypothèse d’une campagne agricole 2015/2016 inférieure à la moyenne, et intègrent les nouvelles évolutions de la situation de l'environnement national et international retenues pour l’année 2016.

1. L’environnement International

 Les perspectives de l’économie mondiale établies par les institutions internationales[[1]](#footnote-1) font ressortir un affermissement modeste de la croissance dans un contexte caractérisé par la baisse des flux de capitaux, des échanges commerciaux et des prix des matières premières. La croissance économique devrait ainsi avoisiner 3,4% en 2016 au lieu de 3,1% en 2015.

 Dans les pays avancés, la croissance restant timide et inégale, devrait se situer à 2,1 % en 2016 au lieu de 1,9% en 2015. Aux Etats Unis d’Amérique l’activité devrait enregistrer une croissance de 2,6% en 2016 au lieu de 2,5% en 2015, portée par une demande intérieure ferme qui demeure soutenue par des conditions financières accommodantes et par un renforcement du marché de l’emploi. Dans la zone euro, la croissance devrait légèrement s’améliorer en raison de la poursuite de la dépréciation de l’euro par rapport au dollar américain et des mesures d’assouplissement monétaire qui auraient contribué à améliorer les conditions financières. C’est ainsi que la croissance devrait s’établir à 1,7% en 2016 au lieu de 1,5 % en 2015. Au Japon, la croissance devrait se consolider en 2016 pour atteindre 1% au lieu de 0,6% en 2015 sous l’effet du maintien d’une politique monétaire accommodante et du soutien de la politique budgétaire.

Quant aux pays émergents et en développement, la baisse des cours de produits de base, associée au ralentissement de l’économie chinoise et à la persistance de la récession en Russie et au Brésil, continuerait de peser sur leur croissance économique en 2015 et 2016. Toutefois, la conjoncture devrait être favorable en Asie du Sud, sous l’impulsion de l’économie indienne. Globalement, la croissance des économies émergentes devrait avoisiner 4,3% en 2016 après avoir été de 4% en 2015, soit le taux le plus bas enregistré depuis la crise de 2008.

Au niveau du marché mondial des matières premières, les cours du pétrole auraient enregistré une forte baisse de l’ordre de 47,1% passant de 96,25$/baril en 2014 à 50,92$/baril en 2015. Cette chute est due au ralentissement de la demande mondiale affaiblie par la morosité de la croissance internationale mais surtout à une offre excédentaire. Cette dernière a été favorisée par l’exploitation du pétrole de schiste aux Etats Unis, par la surproduction des pays membres de l’OPEP ainsi que par la résistance de la production hors OPEP. Dans ce contexte, les cours de pétrole devraient continuer leur baisse pour se situer à 41,9 $/baril en 2016.

Les prix des matières premières non énergétiques, qui s’inscrivent dans une tendance baissière depuis quelques années, devraient encore enregistrer une baisse de 9,5% en 2016, après celle de 4% et 17,4% respectivement en 2014 et 2015.

Dans ces conditions, l’inflation à l’échelle internationale devrait passer de 0,3% en 2015 à 1,1% en 2016 dans les pays avancés, et stagner aux environs de 5,6% dans les pays émergents durant la même période. Sur le marché de change, l’euro devrait continuer de se déprécier vis avis du dollar pour se situer à 0,93 en 2016 au lieu de 1,11 en 2015.

Le volume du commerce mondial devrait connaître, de ce fait, une reprise de son rythme de croissance, passant de 2,6% en 2015 à 3,4% en 2016.

Globalement, les perspectives de croissance économique mondiale devraient se traduire par une amélioration de la demande mondiale adressée au Maroc de 4,6% en 2016, au lieu de 5,1% en 2015.

1. Estimation de l’évolution de l’économie nationale en 2015

2.1 La croissance économique sectorielle

L’économie nationale aurait bénéficié en 2015 d’une campagne agricole très favorable et d’une baisse importante des prix des matières premières notamment des prix du pétrole. Cependant, le ralentissement de la demande intérieure conjugué à la croissance modérée des exportations, sous l’effet de la poursuite de la morosité de l’économie européenne, auraient pesé sur la reprise des activités non agricoles.

Ainsi, les enquêtes de conjoncture et le suivi des activités sectorielles, menés par le HCP, ont fait ressortir un ralentissement plus important que prévu de certaines activités des secteurs secondaire et tertiaire. Ceci aurait affaibli la croissance globale des activités non-agricoles, estimée à 1,7% seulement en 2015, au lieu de 2% en 2014 et 4,4% en moyenne annuelle entre 2010 et 2013.

Le secteur secondaire aurait enregistré à nouveau un ralentissement de son rythme de croissance, situé à 1,4% au lieu de 1,7% en 2014, dégageant ainsi une contribution de 0,4 point du PIB, inferieure à un point enregistrée durant la période 2010-2014. Ceci s’explique notamment par la baisse des activités extractives et par une reprise timide des industries manufacturières et des activités du BTP.

Les industries de transformation auraient été marquées par une légère reprise de l’ordre de 1,5% au lieu de 1% en 2014, soutenue particulièrement par l’évolution favorable des industries chimiques et para-chimiques et des industries alimentaires qui auraient profité de l’offre abondante de la campagne agricole 2014/2015. Toutefois, cette reprise aurait été atténuée par la fragilité des industries de textile et par la faiblesse des industries métallurgiques.

Parallèlement, les activités du bâtiment et travaux publics (BTP), peinent toujours à retrouver leur dynamisme d’avant l’année 2009. Elles auraient enregistré une croissance modeste de 1,3%, limitant, ainsi, leur contribution à 0,3 point dans la croissance du secteur secondaire en 2015 au lieu de 0,8 point durant la période 2008-2013. La morosité du secteur du BTP trouve son origine, essentiellement dans le ralentissement de l’activité du bâtiment, pénalisé par le recul de l’investissement privé. Ce dernier demeure limité par les difficultés de financement, comme en témoigne la baisse des crédits des promoteurs immobiliers. Toutefois, la contreperformance de l’activité du bâtiment, aurait été atténuée par l’amélioration modérée de l’activité des travaux publics.

Cependant, le secteur minier, aurait connu un fléchissement de sa valeur ajoutée de près de 3,1% en 2015 après une amélioration de 4,2% en 2014. Ce résultat serait dû particulièrement à une baisse de la production des phosphates bruts en liaison avec le recul de la demande mondiale sur les fertilisants et à une forte concurrence sur le marché international.

Concernant le secteur tertiaire, sa valeur ajoutée aurait continué d’évoluer dans une tendance baissière pour dégager une croissance de 1,9% au lieu de 2,2% en 2014. Cette décélération aurait été attribuable à la croissance modérée de 2,1% de la valeur ajoutée des services non marchands et au ralentissement des services marchands qui se seraient accrues de 1,8% au lieu de 2,1% en 2014 en raison, notamment, du recul des services rendus aux entreprises et du tourisme.

 En effet, ayant été affectées par les revers de la crise économique et les effets des incidents sécuritaires, les activités touristiques auraient affiché, pour la première fois, une baisse de leur valeur ajoutée de l’ordre de 1,9% au lieu d’une hausse de 5% en moyenne annuelle durant la période 2007-2014.

Toutefois, ce ralentissement des activités non agricoles aurait été largement compensé par les résultats exceptionnels du secteur primaire en 2015. La campagne agricole 2014/2015 aurait enregistré une production céréalière record de 115 millions de quintaux, en augmentation de 69% par rapport à 2014. Les cultures agricoles non céréalières et l’élevage auraient enregistré de bons résultats, profitant des bonnes conditions pluviométriques durant cette campagne ainsi que de l’impact de l’opérationnalisation de plus en plus avancée du Plan Maroc Vert. En tenant compte de l’amélioration du secteur de la pêche maritime en 2015, les activités du secteur primaire auraient enregistré une valeur ajoutée en hausse de 14,1% en 2015 au lieu d’une baisse de 2,6% en 2014, contribuant ainsi pour 1,6 point à la croissance économique.

Dans ces conditions et compte tenu d’une augmentation de 14,5% des impôts sur les produits nets de subventions, la croissance économique nationale se serait accrue de 4,4%, au lieu de 2,4% enregistrée en 2014.

Cette croissance économique aurait évolué dans un contexte économique caractérisé par une légère reprise de l’inflation intérieure. Ainsi, le niveau général des prix, appréhendé par l’indice du prix implicite du PIB, aurait augmenté d’environ 1,5% au lieu de 0,2% enregistré en 2014.

2.2. Composantes du PIB

La demande intérieure, restant peu dynamique par rapport aux années 2000-2008, aurait légèrement amélioré son rythme de croissance. La demande extérieure aurait, quant à elle, affiché à nouveau une contribution positive à la croissance économique, après celle enregistrée en 2014.

 La consommation finale nationale aurait connu une croissance en décélération, avec un taux de 2,4% en volume au lieu de 2,9% en 2014, contribuant ainsi pour 1,9 point à la croissance du PIB en 2015 au lieu de 2,3 points en 2014 et 3,8 points en moyenne annuelle durant la période 2008-2013. Ce ralentissement s’explique par la quasi-stagnation du rythme d’accroissement de la consommation des ménages et par la baisse de la consommation des administrations publiques.

La consommation des ménages, soutenue par l’amélioration des revenus des ménages ruraux, aurait connu une augmentation de 3,3% en volume en 2015, contribuant ainsi pour 2 points à la croissance économique. En revanche, la consommation publique aurait connu une baisse de 0,5% au lieu d’une hausse de 1,8%, attribuable notamment au recul des dépenses publiques, suite à la baisse des dépenses de compensation et au ralentissement des charges de fonctionnement. Sa contribution à la croissance économique aurait été pour la première fois négative de -0,1 au lieu d’une contribution positive de 0,3 en 2014.

L’investissement brut, de son côté, profitant de la consolidation des investissements directs étrangers et de la légère amélioration de l’investissement public en 2015, aurait enregistré une croissance de 1,8% en volume au lieu d’une baisse de 3,3% en 2014. Sa contribution à la croissance du PIB aurait été de 0,6 point au lieu d’une contribution négative de 1,1 point une année auparavant. La formation brute du capital fixe, aurait contribué pour 0,4 point à la croissance économique et la variation des stocks, aurait dégagé une contribution de 0,2 point.

Au total, la demande intérieure aurait affiché une augmentation de 2,2% au lieu de 1% en 2014, et sa contribution à la croissance aurait été de 2,5 points au lieu de 1,2 point en 2014.

Parallèlement, la demande extérieure nette (solde des échanges extérieurs) aurait dégagé une contribution positive de 2 points à la croissance du PIB, après 1,2 point en 2014. Ceci s’explique par la progression des exportations de 3,1% en 2015 et par la baisse des importations de 2%.

2.3. Financement de l’économie

L’épargne intérieure aurait affiché une amélioration pour représenter 22% du PIB en 2015 au lieu de 19,8% en 2014. Ceci est dû à un accroissement de la consommation finale nationale de 3,2% en valeur, largement inférieur à 5,9% du PIB aux prix courants en 2015.

Tenant compte des revenus nets en provenance du reste du monde, ayant représenté 5,5% du PIB en 2015, l’épargne nationale aurait atteint 27,5% du PIB en 2015 au lieu de 26,4% en 2014. Il convient de souligner dans ce cadre que ces revenus sont constitués en grande partie par des transferts des marocains résidant à l’étranger, alors que les transferts reçus des pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), prévus à 13 milliards de dirhams dans la loi des finances 2015, n’auraient atteint que 3,7 milliards de dirhams.

Ainsi, avec un investissement brut de l’ordre de 29,8% du PIB en 2015 au lieu de 32,2% en 2014, le besoin de financement de l’économie se serait allégé, passant de 5,8% du PIB en 2014 à 2,3% du PIB en 2015.

Dans ce cadre, les finances publiques auraient enregistré en 2015 un allégement du déficit budgétaire, attribuable à une baisse des dépenses ordinaires conjuguée à une légère amélioration des recettes ordinaires. Ces dernières, auraient atteint 21% du PIB au lieu de 23,3% en 2014, suite essentiellement au recul des recettes fiscales passant de 20% du PIB en moyenne annuelle durant la période 2005-2014, à 18,4% en 2015.

Les dépenses ordinaires auraient représenté 20,2% du PIB au lieu de 22,7% en 2014, en raison notamment de la réduction des dépenses de compensation, de 32,6 milliards de DH en 2014 à 14,9 milliards de DH en 2015. En revanche les dépenses des intérêts de la dette publique, aurait affiché une augmentation d’environ 15% en 2015.

Avec des dépenses d’investissement des administrations publiques représentant 5,5% du PIB en 2015, le déficit budgétaire aurait connu un allégement pour atteindre 4,4% du PIB au lieu de 4,6% en 2014. Le déficit primaire (déficit budgétaire non compris les dépenses en intérêts), devenu négatif depuis 2010, aurait également enregistré un allégement, passant de 2% du PIB en 2014 à 1,5% en 2015.

Les besoins de financement du Trésor sont de plus en plus couverts par le financement intérieur. Dans ce contexte, la dette intérieure située à près de 489 milliards de DH, aurait atteint prés de 50% du PIB en 2015 au lieu de 48,1% en 2014. En revanche la dette extérieure du Trésor s’élevant à environ 140 milliards de DH, aurait été en baisse pour représenter 14,3% du PIB au lieu de 15,3% en 2014. De ce fait, le taux d’endettement total du Trésor aurait atteint 64,2% du PIB au lieu de 63,4% en 2014. Globalement le ratio de la dette publique globale (y compris la dette garantie) aurait atteint 80,4% du PIB au lieu de 78,2% en 2014.

Le recours du Trésor au financement intérieur se serait traduit par une hausse des créances nettes des Institutions de dépôt sur l'Administration Centrale de près de 8% en 2015 au lieu d’une baisse de 3,7% en 2014.

De leur côté, les avoirs extérieurs nets, confortés par l’allégement du déficit extérieur, auraient augmenté de près de 23,4% en 2015, pour atteindre un montant de 224,6 milliards de DH à fin 2015, au lieu de 181,9 milliards de dirhams en 2014, et représenter ainsi 6,8 mois d’importations des biens et services au lieu de 6,4 mois en 2014.

En revanche, les crédits à l’économie, en raison du ralentissement de la demande intérieure, n’auraient pas tiré profit de cette progression remarquable des réserves en devises et de l’atténuation des besoins en liquidité sur le marché monétaire. Leur croissance, en ralentissement continu, aurait été de près de 2% en 2015, après 2,2% en 2014, loin du rythme de 15% enregistrée durant la période 2004-2011.

Dans ces conditions, la masse monétaire se serait accrue de 6,3% au lieu de 6,2% en 2014 et 3,1% en 2013.

1. Perspectives économiques prévues en 2016

 3-1- Croissance économique

Il est à rappeler que les perspectives économiques pour 2016 sont basées sur la réalisation d’une campagne agricole en dessous de la moyenne et sur les dispositions de la loi de finances 2016 en matière de dépenses d’investissement, de fonctionnement et de compensation et sur la base de

Ces perspectives sont également élaborées sur la base d’un environnement international, caractérisé par la poursuite du recul des cours de pétrole et des matières premières et par la hausse de la demande mondiale adressée au Maroc de 4,6% au lieu de 5,1% en 2015. Elles supposent, par ailleurs, l’évolution des transferts des MRE et des investissements directs étrangers au même rythme qu’en 2015.

Dans ce contexte, le secteur primaire, affecté par le déficit pluviométrique de près de 61% jusqu’au mois de décembre 2015, devrait être marquée par une production céréalière en deçà de 40 millions de quintaux. Cependant, la valeur ajoutée agricole devrait bénéficier de la contribution des différentes cultures irriguées et des retombées positives de la campagne précédente.

Ainsi, sous l’hypothèse de la consolidation des activités du secteur de la pêche, la valeur ajoutée du secteur primaire connaîtrait une baisse de l’ordre de 10,2% en volume et sa part dans le PIB serait, ainsi, de 11,4% en 2016 au lieu de 12,7% en 2015.

Les activités non agricoles devraient, de leur côté, réaliser une valeur ajoutée en légère amélioration de 2,2% en 2016 au lieu de 1,7% en 2015. Dans ce cadre, le secteur secondaire, sous l’effet du réajustement mécanique de la croissance des activités minières et de la reprise progressive du secteur du BTP et des industries de transformation, devrait connaitre une amélioration de sa croissance, passant de 1,4% en 2015 à 2,1% en 2016. Pour sa part, le secteur tertiaire devrait progresser de 2,2% au lieu de 1,9% en 2015.

Les résultats modestes des activités non agricoles ne permettant pas de compenser la baisse accentuée de l’activité primaire, le produit intérieur brut devrait enregistrer, en conséquence, une croissance d’environ 1,3%, en net ralentissement par rapport à 4,4% en 2015. Compte tenu d’une évolution implicite des prix de près de 1,9%, la croissance du PIB en terme nominal serait de 3,3%. Dans ce cadre, le taux de chômage national, devrait passer à 10,2% en 2016 au lieu de 9,6% en 2015.

* 1. Composantes du PIB

La demande finale intérieure, malgré son ralentissement, devrait continuer de soutenir la croissance économique. En revanche, la demande extérieure nette devrait dégager une contribution négative à la croissance après deux années d’évolution positive.

Ainsi, la demande intérieure devrait s’accroitre de 1,7% en 2016 au lieu de 2,2% en 2015, maintenant sa contribution à la croissance du PIB à 2,4 points. Dans ce cadre, la consommation des ménages devrait s’accroitre de 2,9% en volume, et sa contribution à la croissance du PIB devrait se situer à 1,7 point au lieu de 2 points en 2015. La consommation des administrations publiques, de son côté, augmenterait au rythme de 1%, limitant sa contribution aux environs de 0,2 point à la croissance du PIB. Globalement, la consommation finale nationale s’accroitrait de 2,5% en 2016 et sa contribution à la croissance du PIB serait de 1,9 point.

La formation brute du capital fixe devrait, pour sa part, s’accroitre de 0,5%, profitant particulièrement de la consolidation de l’investissement public. Sa contribution à la croissance se situerait à 0,1 point, au lieu de 0,4 point en 2015. Les variations des stocks contribueraient, quant à elles, pour 0,3 point à la croissance du PIB, au lieu de 0,2 point en 2015. De ce fait, la contribution de l’investissement brut, devrait s’établir à 0,4 point à la croissance économique.

Au plan des échanges extérieurs, les exportations de biens et services en volume, enregistreraient un ralentissement de leur croissance, passant à 2,7% en 2016, au lieu de 6,3% et 3,1% respectivement en 2014 et 2015. En revanche, les importations, malgré le ralentissement de la demande intérieure, afficheraient une hausse de 4,6% au lieu d’une baisse de 2% en 2015. Dans ce contexte, la demande extérieure nette devrait connaitre une contribution négative à la croissance de l’ordre d’un point en 2016, après les contributions positives de 1,2 point et 2 points respectivement en 2014 et 2015.

* 1. Financement de l’économie

L’épargne intérieure devrait s’inscrire en baisse, passant de 22% du PIB en 2015 à 21,4% en 2016. La consommation finale nationale connaitrait une augmentation de 4,1% en valeur en 2016, soit un rythme plus élevé que 3,3% du PIB nominal.

L’épargne nationale, compte tenu du niveau des revenus nets en provenance du reste du monde, représentant 5,8% du PIB, devrait atteindre 27,2% du PIB en 2016 au lieu de 27,5% en 2015. L’investissement brut se situerait à 29,6% du PIB. En conséquence, le besoin de financement de l’économie devrait atteindre 2,5% du PIB en 2016, après les déficits de 2,3% en 2015 et 5,8% en 2014.

Les finances publiques devraient connaitre une stabilisation du déficit budgétaire à 4,4% du PIB en 2016. Les dépenses courantes représenteraient près de 20,4% du PIB au lieu de 20,2% en 2015, malgré la poursuite de la réduction des dépenses de compensation. Les dépenses d’équipement devraient atteindre 5,2% du PIB au lieu de 5,5% en 2015. Les recettes courantes, de leur côté, devraient se maintiendrait à 21,3% du PIB.

Pour combler ce déficit, l’Etat ferait recours à des emprunts interne et externe, portant ainsi le taux d’endettement du Trésor à près de 65% du PIB. La dette publique globale se stabiliserait à un taux de 82,5% du PIB au lieu de 80,4% en 2015 et une moyenne annuelle de 64,5% entre 2005-2014.

En prenant en considération les perspectives de croissance économique en 2016 et la hausse modérée des prix, la masse monétaire devrait s’accroître de près de 3,2%. Sous l’hypothèse de la consolidation du stock des réserves internationales à leur niveau de 2015, le crédit intérieur resterait peu dynamique, avec une augmentation de prés de 3,5% au lieu de 2,7% en 2015, suite à la décélération de l’activité économique prévue en 2016.

Conclusion

L’analyse de la situation économique nationale en 2015 et ses perspectives en 2016 met en exergue un net ralentissement des activités non agricoles dans un contexte caractérisé par une inflation faible. Cette analyse fait également ressortir un rétablissement progressif des équilibres macroéconomiques, particulièrement, celui des finances extérieures accompagné d’une tendance à la hausse du taux d’endettement.

Graphique 1 : Evolution de la croissance du PIB (total) et du PIB non agricole



Source : HCP

L’activité non agricole dégage une croissance en ralentissement, passant de 4,7% par an entre 2000 et 2012 à 1,9% entre 2013 et 2016. Ainsi, depuis le début des années 2000, la croissance économique ne s’est jamais située en deçà de 2%, pendant les années agricoles significativement mauvaises. Durant toute cette période, la croissance des activités non agricoles permettaient de compenser la baisse des valeurs ajoutées primaires. Ce n’est plus le cas avec le ralentissement manifeste des activités non agricoles, notamment en 2016 où la croissance économique serait de 1,3%.

La principale source de relance des activités non agricoles, en l’occurrence la demande intérieure peine aujourd’hui à se maintenir sur son sentier de croissance ascendant. Elle est en net ralentissement, malgré la poursuite de la maitrise des prix intérieurs à des niveaux bas, l’abondance de liquidité induite par la bonne amélioration des rentrés en devises et la baisse du coût de refinancement des banques commerciales auprès de la banque centrale.

Graphique 2 : Croissance, inflation et taux d’intérêt



 Source : HCP et Bank Al-Maghrib

L’investissement, en particulier, source d’accroissement aussi bien de la demande que des capacités d’offre, a baissé pour la première fois depuis 2006 sous le seuil de 30% du PIB. Ce revirement de tendance est observé alors que le Maroc a besoin encore de l’accumulation du capital physique pour améliorer la productivité de son économie. L’étude du HCP sur le rendement du capital physique au Maroc met en exergue clairement le besoin du pays à plus d’effort en matière d’investissement et particulièrement dans les secteurs productifs de l’agriculture et de l’industrie.

Aussi est-il impératif que le secteur privé prenne une part plus substantielle dans l’investissement national, comme il est impératif, outre le maintien du niveau des investissements publics, que de nouvelles allocations sectorielles et une gestion plus rigoureuse de leurs programmes visent à créer de grandes externalités de la politique budgétaire. Il apparait aujourd’hui que si l’intensification des investissements publics est encore nécessaire pour absorber le passif en infrastructure économique et sociale, elle ne serait plus à elle seule déterminante pour redynamiser l’initiative privée.

La demande extérieure nette, de son côté, qui a donné des signes de contributions positives à la croissance en 2014 et 2015, compensant en partie le ralentissement de la demande intérieure, connaitrait un revirement de tendance en 2016. L’amélioration des exportations des produits issus des nouveaux métiers industriels ne semble pas encore avoir l’effet d’entrainement escompté sur l’ensemble de l’activité industrielle, et partant, sur les exportations classiques du pays. Avec des importations qui afficheraient, à nouveau, un rythme de croissance à la hausse en 2016, le syndrome d’une balance commerciale structurellement déficitaire se consolide davantage.

Le rétablissement des équilibres macroéconomiques et la maitrise de l’inflation, associés à une entrée importante en devises qui semblent s’inscrire dans une perspective plus durable, ne sont-ils pas aujourd’hui à l’origine d’un nouveau contexte où les politiques budgétaire et monétaire devraient s’inscrire dans une politique concertée de la croissance et de la productivité des entreprises.

Evolution du Produit Intérieur Brut

En volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| * Valeur ajoutée du secteur Primaire…
* Valeurs ajoutées non agricoles............
* Secteur Secondaire………………
* Secteur tertiaire…..……………...
 | 18,51,60,62,1 | -2,62,01,72,2 | 14,11,71,41,9 | -10,22,22,12,2 |
| Valeur ajoutée totale……………… | 3,9 | 1,4 | 3,3 | 0,4 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)………………………. | 14,7 | 13,4 | 14,5 | 9,0 |
| PIB non agricole (VA +ITS)....................... | 2,8 | 3,2 | 3,2 | 3,0 |
| PIB en volume…………………..……….. | 4,7 | 2,4 | 4,4 | 1,3 |
| Variation du prix implicite du PIB…….. | 1,5 | 0,2 | 1,5 | 1,9 |

(\*) : Estimation pour 2015 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2016.

Equilibre Ressources-Emplois en volume

Variation en %

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| PIB……………………………….… | 4,7 | 2,4 | 4,4 | 1,3 |
| Consommation finale, dont:……… | 3,8 | 2,9 | 2,4 | 2,5 |
| -Ménages résidents………………… | 3,7 | 3,2 | 3,3 | 2,9 |
| -Administrations publiques............... | 4,2 | 1,8 | -0,5 | 1,0 |
| FBCF…………………………..… | -1,5 | -0,4 | 1,4 | 0,5 |
| Exportations de biens et services….. | 0,9 | 6,3 | 3,1 | 2,7 |
| Importations de biens et services… | 0,9 | 1,8 | -2,0 | 4,6 |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. - (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2016

Ratios des autres indicateurs macroéconomiques

en % du PIB

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Rubriques | 2013 | 2014 | 2015\* | 2016\*\* |
| * Epargne Intérieure……………………
* Epargne Nationale ….……………
* Investissement Brut…………………..
* Solde de financement.………………
* Déficit budgétaire ….…………………
* Dette Publique globale…………….…
* Dette de Trésor……….………………
* Réserves en devises mois d’importations
 | 20,327,034,7-7,7-5,173,161,54,3 | 19,826,432,2-5,8-4,678,263,45,3 | 22,027,529,8-2,3-4,480,464,26,8 | 21,427,229,6-2,5-4,482,565,06,5 |

(\*) : Estimation pour 2015 (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2016.

1. Fonds Monétaire International  : perspectives du mois de janvier 2016 [↑](#footnote-ref-1)